Tribune — Social

Écologistes, nous devons combattre la réforme des retraites

Des militant·es et ami·es écolos
10 janvier 2023 à 09h31
Durée de lecture : 6 minutes

Reporter l'âge de départ à la retraite est une mesure anti-écologique, estiment les signataires de cette tribune. Ils et elles appellent à réinvestir la protection sociale afin se préparer solidairement aux crises climatiques.

Reporterre *et le journal* Fakir *vous invitent à une grande soirée, mardi 10 janvier, pour lancer la bataille contre la réforme des retraites.*

La prochaine réforme des retraites, présentée mardi 10 janvier, n'a pas été pensée en fonction de la situation écologique, pourtant catastrophique. Le gouvernement aurait pu engager une réflexion sur les liens entre travail, surproduction et surconsommation.

Il est en effet maintenant reconnu que plus on travaille à produire des richesses économiques, plus on accroît la pression sur les ressources naturelles, et plus augmentent les pollutions environnementales et les émissions de gaz à effet de serre, en grande partie responsables du réchauffement climatique.

Mais non, rien. Pas la moindre petite étude sur ce sujet. Pire, cette réforme va contribuer au soutien des énergies fossiles. En plus de durcir la vie de millions de personnes, d'augmenter la précarité des seniors, déjà très pénalisés par le chômage. Aperçu en cinq points.

1 — Travailler plus pour financer la transition écologique, vraiment ?

Selon le gouvernement, cette réforme va permettre jusqu'à 33 milliards d'euros d'économie à l'horizon 2035… qui financeraient notamment la transition écologique. C'est cocasse ! En 2021, l'Institut de l'économie pour le climat, un groupe de réflexion, estimait que les dépenses défavorables au climat représentaient près de 20 milliards d'euros par an.

Parmi celles-ci : la non-taxation du kérosène des avions et du fioul maritime, les remises de TVA sur le diesel des poids lourds, la TVA réduite sur les billets d'avion… Et la gabegie ne s'arrête pas là. Pour rappel, la remise à la pompe et le bouclier tarifaire sur l'énergie — un financement étatique des superprofits des entreprises pétrolières et gazières qui spéculent sur la crise — coûtent 110 milliards sur 2021-2023.

L'accès des ménages au chauffage, au transport et à l'électricité est un droit, mais verser de l'argent aux plus grosses entreprises pollueuses et réglementer ainsi les marchés de gros (électricité, gaz, pétrole) est un choix politique. Il faut faire des économies ? Elles seraient disponibles dès à présent, par un projet rectificatif, non pas de notre système de protection sociale, mais de la loi de Finances du gouvernement (adoptée via le 49.3 fin 2022), et par la mise en place d'un *« impôt sur la fortune climatique »*. Ce dernier a déjà été demandé et chiffré par la société civile, qu'il s'agisse de la Convention citoyenne pour le climat, d'Oxfam ou de Greenpeace !

2 — Ce dont notre société a besoin, c'est d'une vraie réflexion sur le travail

A-t-on vraiment besoin de publicité, de marketing ? Certains secteurs d'activité, comme ceux du luxe, de la fast-fashion ou de l'aviation, ne sont-ils pas nocifs aujourd'hui en pérennisant un choix de société fondé sur la surproduction et la surconsommation ?

Face à la crise écologique, n'est-il pas

temps de recentrer le travail sur la production de choses essentielles à la vie ? Et de diminuer le temps de travail global pour favoriser l'autoproduction — cuisine, couture, réparations diverses… — et l'engagement populaire dans des activités bénéfiques, entre autres, à l'environnement — jardinage, soin de la biodiversité, soutien à des projets collectifs, etc. ?

Lire aussi : Dans les campagnes, « nous pouvons reproduire de petites sociétés autogérées »

Des centaines d'études montrent que diminuer le temps de travail, ne serait-ce que d'un jour par semaine, serait beaucoup plus bénéfique à la réduction des gaz à effet de serre que n'importe quelle autre mesure, et aurait des effets plus rapides et sûrs que d'attendre la décarbonation de tous les secteurs d'activité.

3 — Cette réforme encourage la retraite par capitalisation, qui contribue au désastre climatique

Pérenniser des retraites tardives et financièrement médiocres, c'est encourager la retraite par capitalisation. Rappelons que la multinationale américaine BlackRock, qui gère plus de 4 500 milliards d'euros en épargne-retraite reste un investisseur majeur dans les énergies fossiles — c'est même la première entreprise à investir dans ce secteur en Afrique, et ce, malgré ses *« engagements climat »*.

Ce n'est guère mieux du côté des produits financiers dit *« verts »*. *« Près de la moitié des fonds "super verts" investissent dans les énergies fossiles ou l'aviation »*, révélait *Le Monde* en novembre 2022.

4 — Moins protéger les plus vulnérables n'est pas une stratégie d'adaptation acceptable aux crises écologiques

Le Giec et Météo France prévoient une augmentation du nombre et de l'intensité d'événements climatiques extrêmes : vagues de chaleurs extrêmes, sécheresses, inondations, vents violents, variations importantes de température… Et on sait bien maintenant que ce genre de crises affecte davantage les personnes âgées : les trois canicules de l'été ont fait plus de 2 800 morts en France.

Fragiliser la santé de ces personnes en leur demandant de puiser plus longtemps dans leurs ressources physiques, jusqu'à 65, voire 67 ans, sachant que la santé de ces personnes va être de plus en plus mise à rude épreuve par les pollutions, canicules et autres épidémies, c'est s'asseoir sur le principe de solidarité entre générations, socle de la protection sociale. L'espérance de vie en bonne santé n'étant assurée à ce jour que jusqu'à 66 ans pour les femmes et 64 ans pour les hommes, cette réforme amorce une grande régression sur le plan sanitaire.

5 — Il faut reprendre la main sur la protection sociale, née de la solidarité des travailleurs

Dès les origines, l'histoire de la protection sociale est celle de communautés de personnes qui se sont prises en main, organisées et autogérées pour permettre à leurs membres de s'offrir mutuellement entraide et sécurité, à travers des sociétés de secours populaire d'abord, puis de secours mutuel (les ancêtres de la Mutualité).

La protection sociale s'est ensuite renforcée au cours des Trente Glorieuses (1945-1975), mais sur la base d'une exploitation sans limites de la nature et des autres peuples — c'est l'enrichissement général lié à la croissance qui a permis l'augmentation des cotisations, et des pensions de retraite. Un chantier s'ouvre donc devant nous pour repenser la protection sociale sur d'autres bases, démocratiques, populaires et écologiques.

Ne tardons pas pour engager à nouveau la bataille. Se battre dans la rue, mais aussi se donner des espaces de discussion et de transformation, en investissant les places publiques, les bourses du travail, les espaces de soins... Bref, faire mouvement social dans la joie du renouvellement.

Nous pensons que seule une mobilisation rassemblant les mouvements écologistes et sociaux, les syndicats, mais aussi les acteurs de la protection sociale, associatifs, mutualistes, caritatifs, soignants, étudiants, fauteuils roulants et déambulateurs..., est à même de nous sortir de cette impasse qu'impose le gouvernement. Faisons pression par différents moyens : grève générale, blocus, interpellation des députés.

Après cet article

Politique

La réforme des retraites, un non-sens écologique

Précisions

- Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.

- Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.

Retraites